



Rapport d'activité 2009



Centre de ressources
Politique de la Ville
Bretagne et Pays de la Loire

23 rue des Renards
44300 NANTES
Tél. : 02 40 58 02 03
Fax : 02 40 58 03 32
resovilles@resovilles.com

SOMMAIRE

I – Capitaliser et mettre à disposition les ressources	p 2
1- Recensement et veille.....	p 2
2- Le réseau des documentalistes des centres de ressources.....	p 2
3- Service Questions / Réponses.....	p 3
4- Les Publications.....	p 6
5- Le Site Internet.....	p 7
II – Mise en réseaux, organisation des échanges	p 8
1- Les Cooper'Villes	p 8
2- Les Réseaux.....	p 10
III – Appui et accompagnement des acteurs dans la recherche liée aux problématiques.....	p 11
1- Les Ateliers	p 11
A- Préparation de l'atelier Précarité	p 11
B- Jeunes et Territoires.....	p 12
C- Programme de Rénovation Urbaine en Bretagne	p 14
D- Programme de Rénovation Urbaine en Pays de la Loire	p 15
E- Programme de Réussite Educative... ..	p 15
F- Recherche Action Maine et Loire	p 17
IV - Journées thématiques.....	p 19
V - Interventions à la demande	p 20
VI - Accompagnements personnalisés	p 21
L'équipe de RésO Villes.....	p 22

I - Capitaliser et mettre à disposition les ressources

1 - Recensement et veille

Les nouveaux documents reçus au centre de ressources sont référencés de manière à alimenter la base de données en ligne qui donne accès aux notices documentaires présentant les ouvrages disponibles en prêt aux adhérents ainsi qu'à des documents téléchargeables.

La base s'est enrichie de 57 nouveaux documents en 2009 pour atteindre un total de 1319 références. Elle permet d'assurer un fonctionnement efficace et rapide du service questions / réponses, concernant les demandes de documents.

La veille concerne la recherche d'informations sur la politique de la Ville.

RésO Villes poursuit son activité quotidienne de veille informative sur l'actualité régionale et nationale afin d'informer régulièrement les acteurs de Bretagne et Pays de la Loire. Ce travail est réalisé à partir des informations que nous recevons, de nos propres recherches, de nos liens avec la DIV et les autres centres de ressources et des échanges avec l'ensemble de nos partenaires.

La collecte des informations émane de diverses sources (ouvrages, études, rapports, documents contractuels, textes officiels, revues, presse quotidienne nationale et locale, newsletters, sites internet...). Elle couvre un ensemble d'informations de diverses natures (nouvelles publications, expériences, rencontres, colloques, appels à projets, mesures gouvernementales...) et donne lieu à une diffusion via nos différents outils d'information (site internet, newsletter, dossiers...)

2 – Le réseau des documentalistes des centres de ressources

A la suite des travaux réalisés en 2008 et de leur présentation à Paris le 12 décembre 2008, les directeurs des centres de ressources ont décidé à Lille les 19 et 20 janvier 2009 de confier à Cécile Dublanche (directrice de Ville au Carré) et à Frédéric Tréca (directeur de l'IREV) une mission de copilotage pour le réseau des centres de ressources sur la politique de la ville.

Un blog a été mis en place, c'est un espace d'information et d'échanges à destination des équipes du réseau des centres de ressources politique de la ville. Ce blog est destiné à appuyer la mission d'animation du travail en réseau en rendant visible l'avancée des différents chantiers programmés en 2009.

Le blog offre également un accès aux documents partagés produits par les membres du réseau. On y trouve un accès direct à différents documents disponibles dans les espaces Google Documents et Google Site mis en place en 2008 : Agenda du réseau, Dossiers documentaires, bibliographies, Thesaurus ainsi qu'à l'annuaire du réseau et autres documents utiles. Il s'agit ici de mettre à disposition des membres du réseau les produits documentaires réalisés par chaque centre afin de permettre leur réutilisation par chacun. L'objectif est de gagner du temps et de favoriser les échanges.

Le 16 juin 2009, un séminaire a réuni les documentalistes et directeurs des centres de ressources afin de faire un état des lieux des pratiques de veille des CRPV.

Les décisions prises lors de cette rencontre sont les suivantes :

- formation et accompagnement pour l'utilisation du blog sur Google, sous forme de réunion téléphonique
- recensement des sources de veille de chaque centre et possibilité de les mutualiser
- mise à jour régulière du thesaurus
- diagnostic des usages numériques de chaque centre (utilisation du web, des mails, des serveurs de fichiers, antivirus, système de sauvegarde)
- mise en place de fiches de veille thématique. Présentation d'un exemple de fiche veille sur le thème de la santé (actualités, agenda, bibliographie, webographie, experts)

Ces différentes actions seront mises en œuvre à partir de novembre 2009.

3 - Service questions / réponses

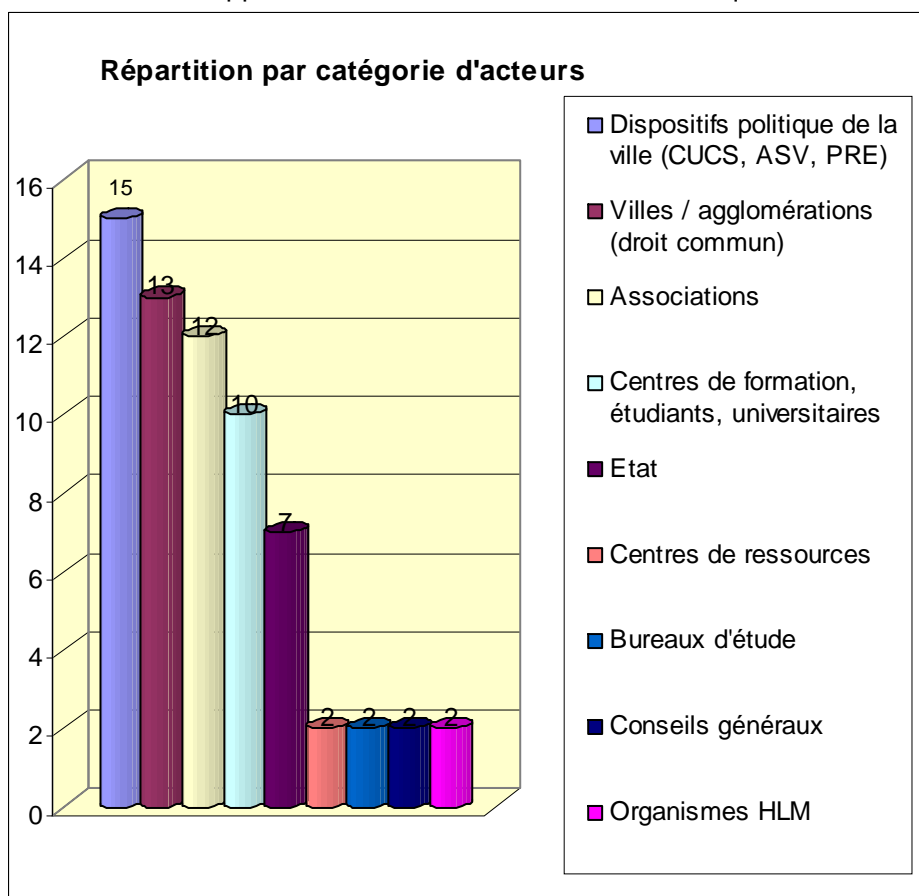
L'équipe de RésO Villes répond aux différentes demandes de ses adhérents : demande de prêt de documents, recherche d'expériences auprès des collectivités, recherche d'intervenants, accompagnement sur site, relais d'information.

Nous avons répondu à 65 demandes en 2009 (statistiques arrêtées au 15 novembre 2009).

Ne sont pas comptabilisées les demandes de renseignements simples (une adresse, un nom, un numéro de téléphone,...) traitées notamment par le secrétariat.

- **Qui sont les utilisateurs ?**

Les équipes CUCS et autres professionnels émanant des dispositifs liés à la politique de la ville sollicitent majoritairement RésO Villes. Les autres services des villes et agglomérations comptent également parmi les utilisateurs réguliers. Les étudiants et Universitaires, ainsi que les associations font eux aussi, appel au centre de ressources assez fréquemment.



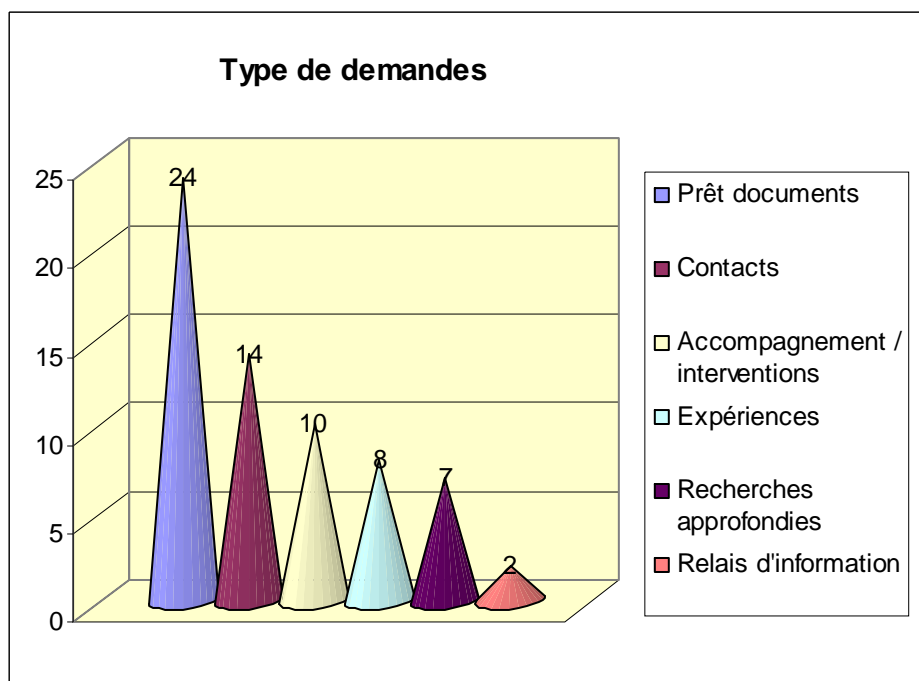
Les types de demandes :

En 2009, les demandes sont réparties comme suit :

- 24 prêts de documents (ouvrage, rapport,...) : demande de prêt suite aux publications signalées dans La Lettre et les autres outils de communication ou en fonction de besoins spécifiques
- 14 demandes de contacts (intervenants, bureaux d'études, professionnels)
- 10 demandes d'intervention sur site (accompagnement spécifique, mise en place de groupes de travail, formation)
- 8 demandes d'échange d'expérience, recherche d'exemples d'actions menées par d'autres sites en CUCS
- 7 questions demandant une recherche plus approfondie
- 2 demandes de relais d'information, via les outils de communication

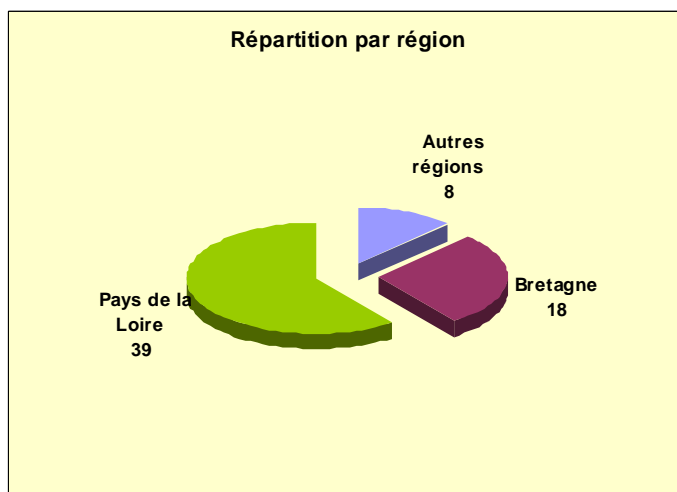
Exemples de demandes :

- Définir le rôle de l'assistant social dans la politique de la ville
- Recherche d'actions à mener en faveur de jeunes issus d'un quartier sensible en rupture sociale : absentéisme/abandon scolaire, petite délinquance, consommation et vente de cannabis, rupture familiale, violences.
- Recherche de documents et d'expériences pour la réalisation d'un dossier sur le sentiment d'insécurité dans le cadre du CLSPD
- Mobiliser les acteurs d'un territoire sur la question de la précarité
- Recherche d'intervenants sur la question du logement des jeunes



Répartition par région :

En 2009, 39 demandes émanaient des Pays de la Loire, 18 de Bretagne, et 8 d'autres régions.

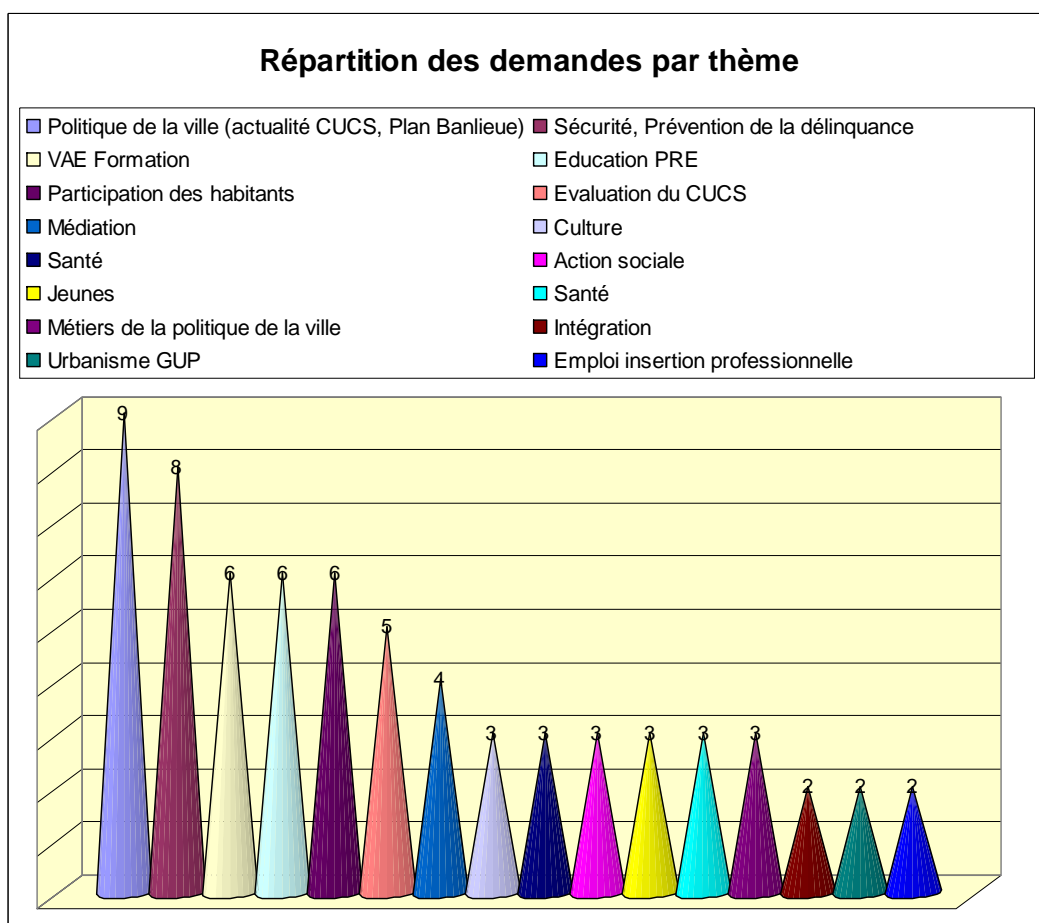


Les thèmes :

Une grande diversité de thèmes est abordée dans le service questions / réponses.

On peut noter quelques thèmes dominants tels que :

- L'actualité sur la politique de la ville et le Plan Banlieue
- Les questions de sécurité et de prévention
- la Validation des Acquis de l'Expérience
- L'éducation et le Programme de réussite éducative
- La participation des habitants
- L'évaluation des CUCS
- la médiation



4 - Les Publications

La lettre électronique

Elle présente les actions menées par RésO'Villes, les informations locales, les nouvelles parutions, les rendez-vous locaux ou nationaux.

Les acteurs nous font régulièrement parvenir des informations à faire paraître dans la lettre : annonces de conférences ou formation, publication d'ouvrages...

Suite à l'envoi de la lettre, RésO Villes est souvent sollicité pour le prêt des documents signalés.

La lettre est diffusée au format électronique à 1245 abonnés.

L'inscription se fait via le site internet de RésO Villes.

RésO Flash

RésO Flash est une newsletter électronique qui renvoie vers les nouvelles informations disponibles sur le site Internet concernant l'actualité de la politique de la ville ou notre activité.

Elle se veut réactive et souple en termes de délais de parution.

Les abonnés au RésO Flash sont les mêmes que les abonnés à la lettre (1245 personnes).

Les dossiers thématiques

Quatre nouveaux dossiers des participants ont été réalisés en lien avec les journées organisées autour de :

- la médiation sociale, à Angers
- le lancement du cycle de la recherche action jeunesse et territoires, à Lorient
- la restitution de l'atelier Projets de Rénovation urbaine, à Rennes
- la Gestion Urbaine de Proximité, à Nantes

« Les Rendez-vous de RésO Villes »

Un nouveau numéro de la collection est paru en février 2009. Il porte sur la Recherche Action en Maine-et-Loire : « Quels projets pour quels publics jeunes ? Les jeunes des territoires du Maine-et-Loire et les structures d'animation socioculturelle ». Il est également disponible en ligne (format PDF).

Ce numéro des Rendez-vous de RésO Villes fait état de la synthèse de l'ensemble des travaux menés en collaboration avec la DDJS du Maine et Loire. Elle présente :

- une approche ethnographique des jeunes du territoire
- une analyse des demandes formulées par les jeunes et de leurs attentes observées par les professionnels au regard de leurs besoins
- quelques pistes pour des stratégies d'animation à mettre en œuvre au regard des enseignements tirés des éléments de diagnostic récoltés

Les Actes de journées thématiques

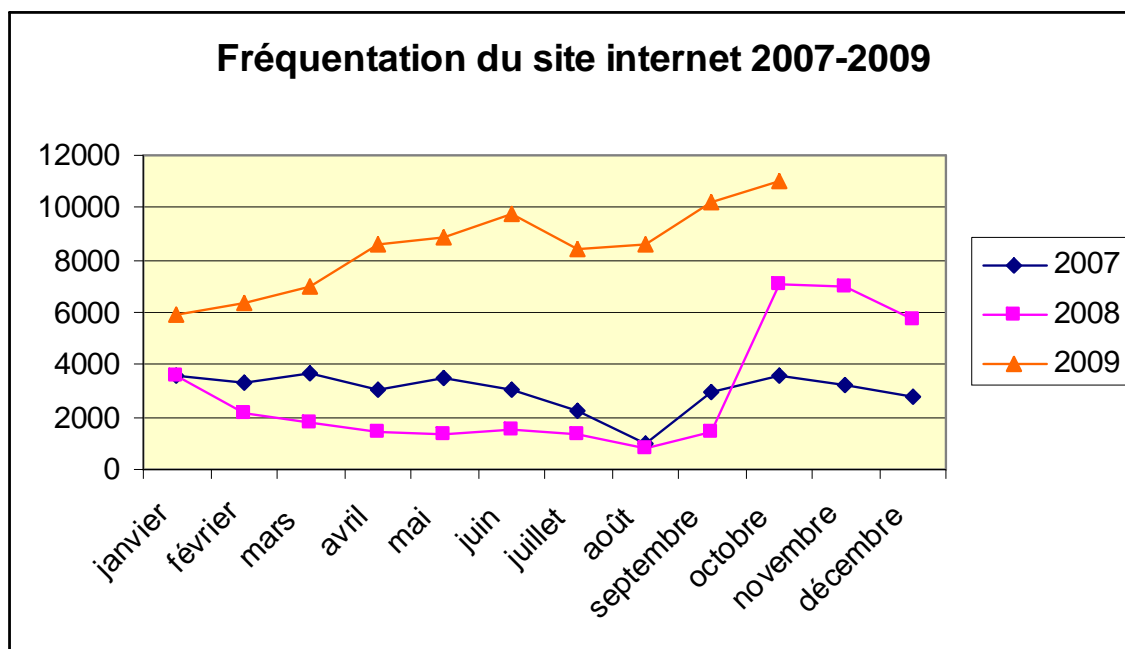
En mars 2009, nous avons rédigé les Actes de la journée thématique portant sur *La place de la culture dans les Contrats urbains de cohésion sociale*. Cette publication est disponible en ligne également sur notre site.

Elle présente une analyse de la place de la culture dans les CUCS par la sociologue Sophie Le Coq, la présentation de deux projets culturels à Rennes : la réalisation de films sur la mémoire du quartier de Bréquigny et la démarche culturelle de Villejean.

En annexe figurent des fiches pour chaque ville identifiant la présence ou non d'une dimension culturelle, son lien avec d'autres volets du CUCS, le type d'activités mis en place, le public visé, la dimension territoriale.

5 - Le site Internet

Le nouveau site de RésO Villes www.resovilles.com mis en ligne en octobre 2008 bénéficie depuis sa refonte d'une très forte fréquentation, avec en moyenne 8400 visites par mois (contre une moyenne de 3000 visites mensuelles avant la refonte). Les consultations sont en progression continue en 2009, atteignant jusqu'à 11000 visites pour le mois d'octobre.



Le site donne une meilleure visibilité de nos actions et offre de nouvelles fonctionnalités : accès à nos publications ; espaces dédiés à nos rencontres (programmes et comptes-rendus), agendas des manifestations nationales et régionales, boîte à outils permettant de télécharger des documents types ; possibilité de diffuser des offres d'emploi ; base documentaire ; annuaire des acteurs ; possibilité de s'inscrire à nos rencontres via le site ; moteur de recherche sur l'ensemble du site...

Parmi les rubriques les plus consultées, on peut citer :

- la base documentaire
- les offres d'emploi
- les dossiers thématiques, et plus particulièrement ceux portant sur la réussite éducative et sur la gestion urbaine de proximité
- les ateliers

Les documents les plus téléchargés sont :

- la publication de RésO Villes sur la participation des habitants
- le Livre Vert
- le CUCS de l'agglomération de Nantes

II – Mise en réseau, organisation des échanges

1 – Les cooper'villes

Ils ont pour objet de répondre rapidement à un besoin d'échanges sur un projet ou une question spécifique. Ils n'ont pas vocation à se retrouver régulièrement mais plutôt en fonction des besoins. Si le groupe ainsi constitué en éprouve le besoin, il peut se transformer en réseau.

Précarité

Lors de la rencontre sur site des différentes villes, certains acteurs ont exprimé le souhait de travailler sur la thématique de la précarité. RésO Villes a donc proposé un cooper'villes autour de cette question afin d'affiner les attentes de chacun et poser les bases théoriques communes éclairant le concept de la précarité afin de mieux comprendre la période contemporaine.

Les objectifs étaient de permettre aux auditeurs, intervenants, travailleurs sociaux, et fonctionnaires, de comprendre l'ensemble des modifications sociétales, en ce qui concerne les populations, afin d'en mesurer les influences sur les comportements des groupes et des personnes.

Une dizaine de personnes a participé à cette rencontre, dont des professionnels de CCAS.

Le contenu de la rencontre portait sur :

- l'analyse du contexte socio-économique actuel :
L'hyper modernité et ses concepts
Modernité et hyper modernité : une tentative pour penser le présent
Société traditionnelle, société moderne, société hyper moderne, des définitions préliminaires
La logique de l'hyper modernité est contenue dans la modernité
Le temps comme repère
Culture de masse et hyper modernité
- l'hyper modernité : le temps des ruptures
Rupture et fin de la modernité
Hyper modernité et économie
Process de personnalisation ou la société envahie par le Moi
- l'individu figure centrale de l'hyper modernité
L'individu comme production sociale
La fin de la socialisation disciplinaire
Changement de paradigme et non opérationnalité des valeurs, travail, famille, Etat
nation
Eléments caractéristiques des liens sociaux actuels
Anomie et désaffection du social
- l'individu comme fait social et historique : l'hyper individualisme
Lectures possibles : l'individu «extra déterminé »
Vers un narcissisme généralisé ?
La nouvelle personnalité narcissique.

Gestion Urbaine de proximité

Programme :

Ce groupe d'échange de pratiques sur la Gestion Urbaine de Proximité avait pour objectifs d'accompagner les professionnels dans leur réflexion et répondre à leurs attentes afin de leur permettre de mieux coordonner les interventions des différents partenaires, assurer et pérenniser la qualité des investissements.

Thèmes proposés :

- **Outils et processus** mis en place dans le cadre de l'interface avec les chantiers afin de palier aux nuisances des travaux en site habité.
- **Gestion des déchets**, une préoccupation primordiale au moment où un grand nombre de sites s'équipe en conteneurs enterrés, reste posé la question des encombrants.
- Réflexion sur la création d'une **cellule de veille** qui remplit des fonctions d'observation et d'analyse pour permettre une plus grande réactivité sur les difficultés émergentes, et une démarche d'anticipation
- Dispositifs d'**accueil des nouveaux habitants** afin de faciliter leur intégration dans les quartiers.

Questionnement :

Quelle est la place des habitants dans les démarches de GUP ?

Quelle est la place de l'Etat, celle des délégués du préfet ?

Quelles sont les expériences en matière d'accueil des nouveaux arrivants ?

Comment gérer un chantier et l'aspect temporel aux yeux des habitants ?

Relevé de conclusion :

La gestion Urbaine de Proximité dans sa définition vise à améliorer le cadre de vie des habitants ainsi que la coopération entre les services.

Au regard de la présentation du chargé de mission GUP de la ville de Nantes, il est fait le constat que la GUP sur Nantes évolue vers la gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP). Cette évolution vers une dimension plus sociale que technique est confirmée par les professionnels présents.

Au sein de plusieurs collectivités, la Gestion urbaine de Proximité n'était pas particulièrement formalisée. Elle préexistait au nouveau conventionnement avec l'Etat. Pour certaines, il s'agit de rendre lisible ce qui se faisait déjà, sachant que la GUP, dans sa forme conventionnée, est vécue d'un premier abord, comme une contrainte.

L'enjeu majeur de la GUP reste l'articulation entre l'humain et l'urbain ainsi que la définition d'un cadre d'intervention.

Les villes nouvellement conventionnées pointent la difficulté de mobiliser les partenaires sur la question.

La démarche, la structuration du partenariat, la création d'outils méthodologiques sont essentielles mais les grandes agglomérations précisent aussi que l'impact n'est mesurable qu'au bout d'un certain nombre d'années qui peut être facilité par une démarche territorialisée des politiques publiques comme c'est le cas sur Nantes.

En conclusion, les professionnels, après avoir défini une stratégie et un plan d'action, doivent être exigeants vis-à-vis d'eux même et des habitants.

2 - Les réseaux

Ils ont pour objet de faire se rencontrer les professionnels d'un même corps de métier, pour échanger sur les pratiques et développer les thématiques liées à l'actualité de leur profession. Animés par RésO Villes, ils se retrouvent régulièrement tout au long de l'année.

Les professionnels de la politique de la ville

Cette rencontre se tient deux fois par an.

Elle se déroule en deux temps :

La matinée est consacrée au débat sur le programme d'action de RésO Villes.

L'après midi permet d'aborder un sujet d'actualité à partir de l'intervention d'un expert.

En janvier 2009, cette rencontre s'est déroulée à Rennes.

Le programme d'action de RésO Villes pour l'année 2009 a été validé par les acteurs.

Le débat de l'après midi avait pour thème : « le devenir de la politique de la ville »

Nous avons invité Renaud EPSTEIN, sociologue, à présenter l'évolution de la politique de la ville depuis sa création, et l'analyse qu'il porte sur la période actuelle.

Les débats ont été très riches.

Une trentaine de personnes a participé à cette journée.

L'exposé de Renaud Epstein est extrait de la thèse qu'il a présentée en fin d'année 2008. Elle sera disponible à RésO Villes dès sa publication.

III – Appui et accompagnement des acteurs dans la recherche liée aux problématiques

1 - Les ateliers

Les ateliers ont pour objet de produire collectivement une réflexion, des analyses, des méthodes d'intervention, au regard d'un thème particulier.

Ils se déroulent sur une année, au rythme d'une journée tous les deux mois.

A l'issue des travaux de l'atelier, une restitution publique est organisée et la synthèse des travaux fait l'objet d'une publication.

Pour préparer, animer et faire les comptes rendus des ateliers en collaboration avec RésO Villes, des experts ont été missionnés.

A) Préparation de l'atelier Précarité

Suite à la première rencontre (Cooper'villes), les participants ont souhaité poursuivre la réflexion leur permettant - aux auditeurs, intervenants, travailleurs sociaux, fonctionnaires - dans le contexte de l'hyper modernité, de concevoir les outils méthodologiques de la démarche de projet afin de répondre aux sollicitations des usagers, des populations et des pouvoirs publics.

Le cabinet FAIRES a donc proposé de mener un atelier en 4 rencontres en s'appuyant sur des apports théoriques et méthodologiques, l'analyse de dispositifs déjà réalisés et l'analyse des pratiques des participants

Contenu de l'atelier :

1^{ère} rencontre

- Retour sur l'analyse du contexte socio-économique actuel.
- L'hyper modernité et ses concepts
- Culture de masse et hyper modernité
- Processus de personnalisation, la société envahie par le Moi
- Anomie et désaffection du social
- La question du sujet, interrogation majeure de la période contemporaine, comment y faire face
- Quelles réponses apportées aux populations paupérisées, aux exclus et aux reclus
- Proposition de méthode et de logiques d'actions et d'interventions.
- Exemple de Nantes Quartier de Malakoff construction d'une réponse face à la pauvreté, la non bancarisation, le surendettement d'une partie de la population.
- Mise en oeuvre d'une Action Recherche. Les principes, la méthode, le terrain.
- Economie solidaire, micro crédit social, Association de « Passeurs » création de l'Association pour l'Intégration Bancaire (APIB).

2^{ème} rencontre

- Reprise de l'expérience de l'APIB, compréhension des enjeux et réponse méthodologie pour la formation des intervenants sociaux et des Passeurs.
- Construction de réponses avec les Elus, les intervenants sociaux, les banques et la population...
- Résultats de l'expérience, les principaux enjeux et comment assurer et assumer la pérennité de l'action.
- Mise en perspectives du contexte socio économique actuel et des enjeux concernant la culture de pauvreté.

- Regards croisés sur les pratiques des auditeurs.
- Démarche de projet et assistance à maîtrise d'ouvrage.
- Apports conceptuels et méthodologiques concernant la démarche de projet.
 - Comment être force de proposition pour les commanditaires, qu'ils soient publics ou privés, l'assistance à maîtrise d'ouvrage.
 - Comment dans une action construire une réelle participation des usagers, des habitants ?
 - Analyse des pratiques des auditeurs en prenant en compte la méthodologie de la démarche de projet.

3^{ème} rencontre

- Analyse conceptuelle et méthodologique de l'expérience brésilienne du Casa .Melhor.
- Appréhension des modalités de transfert de ce type d'action :
- Rappel des éléments fondamentaux ou fondateurs du Casa .Melhor.
- Développer et favoriser l'épargne
- Développer la vie communautaire et la solidarité
- Renforcer le rôle des associations de quartier
- Amélioration des maisons, de l'habitat.

Partenaires concernés : - Mairies de Fortaleza et Maracanaú, - Associations de quartier et habitants- Cearah Periferia.

A partir de l'expérience nous conceptualiserons : Comment fonder la confiance chez les habitants ? Comment appréhender et promouvoir la dynamique collective parmi les populations ? Comment comprendre la question de « l'habiter » ? Comment mettre en avant la maîtrise d'oeuvre et le rôle des associations ? Comment concevoir le concept de chercheur populaire et la participation des habitants et/ou usagers ? - Débat et lien avec le quotidien professionnel des participants.

4^{ème} rencontre :

- Construire une Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale dans une démarche de projet prenant en compte le développement durable. Expérience Marocaine de la lutte contre l'habitat bidonvillois. Construction d'une réponse formative au niveau national.
- Gestion urbaine et accompagnement social : les différentes formes d'interventions.
- Définition des phases d'un projet de RHI (résorption de l'habitat insalubre), construction des liens entre l'intervention auprès des habitants et déroulement du projet.
- Les phases et les conditions de transfert d'un projet de RHI avec intervention sociale et les conditions de mise en oeuvre.
- Les pré-requis et les limites de l'accompagnement social. Approche conceptuelle et méthodologique.
- Débat et lien avec le quotidien professionnel des participants.

Cet atelier proposé en 2009, se déroulera en 2010.

B) Jeunes et territoires

L'atelier recherche-action « Jeunesses et territoires » préparé en 2008 par une dizaine de professionnels du champ de la jeunesse et de la Politique de la Ville a démarré. Cet atelier mené en partenariat avec les villes de Lorient, Saint-Nazaire, Angers, Brest, Rennes, Quimper et Nantes, l'INJEP (Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire) les DRJS de Bretagne et de Pays de la Loire poursuit un double objectif :

D'une part, il vise à mieux connaître les parcours de vie des jeunes 16-25 ans vivant dans les quartiers prioritaires,

Et d'autre part, mesurer la pertinence de l'offre d'accompagnement de ces parcours au regard des réalités sociales, économiques et culturelles soulevées.

Objectifs de l'atelier :

- Faire un état des lieux des politiques jeunesse à l'échelle locale.
- Interroger l'offre des politiques en direction de la jeunesse et la confronter aux regards des attentes des jeunes des quartiers.
- Créer un guide méthodologique d'intervention sur les politiques jeunesse à l'intention des professionnels du champ de la jeunesse (chargés de politiques jeunesse, animateurs socioculturels, chargés d'insertion, chargés de mission prévention de la délinquance...) et des professionnels de la politique de la Ville.

Problématiques guides de l'atelier recherche-action :

- Qu'est-ce que les collectivités territoriales et leurs partenaires sont en mesure de proposer aux jeunes des quartiers ? Comment ceux-ci réagissent-ils aux politiques locales ?
- Quel est le rapport des jeunes au monde adulte en général ?
- Par quelles interactions les jeunes et les institutions se rencontrent-ils pour avancer et mettre en place une politique locale satisfaisante ?
- Qui s'intéresse aux 16-25 ans aujourd'hui ?
- Les systèmes d'intégration du modèle républicain fonctionnent-ils ? Ont-ils toujours du sens chez les jeunes des quartiers ?
- Comment une politique peut-elle contribuer à rendre visible la jeunesse ?
- Comment créer davantage de transversalité ?

Pour ce faire, un groupe d'une quarantaine de professionnels issus des régions Bretagne et Pays de la Loire, a été constitué et se retrouve une journée tous les deux mois dans l'une des villes partenaires de l'initiative. Le but étant d'analyser les parcours de vie des jeunes dans leur globalité, ce groupe est composé de professionnels issus d'horizons institutionnels divers : Chargés de mission insertion, éducateurs, directeurs d'équipement, animateurs socioculturel, directeurs de services municipaux, conseillers DDJS...

La première journée a eu lieu le 3 mars dernier à Lorient et la seconde le 5 mai suivant à Saint-Nazaire. La prochaine, quant à elle, aura lieu le vendredi 9 octobre à Angers.

Lors de ces journées, la matinée est consacrée à l'analyse de la structuration de la politique locale en direction de la jeunesse et aux témoignages d'expériences. Pour cela, durant les mois précédant la rencontre, une étude sociologique sur la politique locale est réalisée par Chafik HBILA, chargé de mission à RésO Villes, avec le soutien des professionnels locaux.

Cette recherche poursuit les objectifs suivants :

- Observer comment se décline la politique jeunesse en direction des jeunes des quartiers : Une grille d'observation des initiatives a été élaborée pour cela.
- Recueillir le point de vue des jeunes des quartiers : Une dizaine d'entretiens individuels semi-directifs sont programmés dans chacune des villes. Un guide d'entretien a été élaboré.
- Recueillir le point de vue des professionnels : idem que pour les jeunes.

Cette étude fait également l'objet d'un rapport sur la politique jeunesse conduite localement, remis au Maire de la Ville et aux différents partenaires locaux.

L'après-midi, est consacrée à un débat plus large avec la participation d'un expert.

Ainsi, à Lorient, le sociologue du Cездip, rattaché au CNRS, Marwan MOHAMMED, a proposé une analyse des réseaux de sociabilité des jeunes des quartiers.

A Saint-Nazaire, Jean-Claude RICHEZ, responsable de l'Unité de la Recherche, des Etudes et de la Formation de l'INJEP, a soumis une grille de lecture des politiques jeunesse sur la base de six référentiels d'intervention (familial, scolaire, surveiller et punir, insertion, autonomie, développement local).

Journée de réflexion des élus en marge de l'atelier :

Une journée de réflexion des élus des villes de l'Ouest en charge de la politique jeunesse est prévue pour le 27 novembre prochain en marge de l'atelier. Il s'agira, d'une part, de restituer aux représentants politiques des collectivités les premiers travaux réalisés et de proposer, d'autre part, un débat sur les marges de manœuvre dans la construction d'une offre d'accompagnement des jeunes à l'échelle locale.

Les comptes-rendus des journées de réflexion de Lorient et de Saint-Nazaire sont disponibles sur le site Internet de RésO Villes. Le rapport de la recherche effectuée à Saint-Nazaire sera rendu public à la rentrée.

C) Programme de Rénovation Urbaine en Bretagne

Cet atelier s'est déroulé en 2008.

L'ARO Habitat Bretagne et RésO Villes avec le concours financier de la CDC Bretagne et du Conseil Régional de Bretagne ont organisé un cycle de qualification composé de 5 séances intitulées : « Les Conditions de réussite du projet urbain. Entre rénovation urbaine et cohésion sociale : quelles articulations ? »

L'ensemble de ces séances a rassemblé une centaine de personnes issues de collectivités territoriales, de l'Etat et d'organismes d'HLM.

L'objectif de ces 5 journées d'échanges était de permettre aux acteurs des 14 sites engagés dans la rénovation urbaine en Bretagne, d'échanger sur leurs expériences et de trouver des réponses concrètes pour la conduite de leurs projets.

La restitution des travaux s'est déroulée en janvier 2009 à Rennes.

Cette rencontre a réuni une centaine de personnes, élus, professionnels des collectivités locales et des organismes HLM, représentants de l'Etat.

Cette restitution animée par Anne Chevrel (journaliste) a été introduite par le Président de l'ARO Habitat, Jacques UGUEN et Mr Philippe BESSON de la Caisse des Dépôts et Consignations. Elle s'est poursuivie par 3 tables rondes faisant écho à la synthèse du cycle élaborée par Agnès Lemoine du CERUR.

Mr Henri SIMORRE (Conseil Régional) et Mr Frédéric BEATSE (président de RésO Villes) ont conclu cette journée.

Table ronde 1 : « Réflexion sur la manière dont la rénovation urbaine peut être programmée durablement »

Table ronde 2 : « Confrontation entre la gestion de projet de rénovation urbaine et la vie de quartier : comment les premiers doivent-ils se mener pour permettre l'amélioration des seconds ? »

Table ronde 3 : « La rénovation urbaine sous l'angle des parcours individuels et de la cohésion sociale »

Les débats de la journée et la synthèse des travaux seront publiés par RésO Villes début 2010.

D) Programme de Rénovation Urbaine en Pays de la Loire

Cet atelier est soutenu par l'Etat, le Conseil Régional, la Caisses des Dépôts et Consignations et les Conseils Généraux des Pays de la Loire.

Le comité technique de l'atelier PRU Pays de la Loire qui réunit la Caisse des dépôts et Consignations, L'USH, la délégation de l'action professionnelle de L'USH, le principal bailleurs d'Angers (Angers habitat) et RésO Villes s'est tenu en octobre 2009 afin de lancer le cycle de rencontres prévu sur les années 2009/2010. Deux rencontres sont programmées début 2010 afin de mobiliser l'ensemble des responsables de projets urbains et des CUCS, élus et directeurs des collectivités locales et bailleurs sociaux.

Elles devront permettre de mettre en débat le projet proposé et de l'ajuster à la mesure des attentes des collectivités locales et des bailleurs sociaux.

L'atelier quant à lui a pour objectif d'aider les professionnels à anticiper une transformation pérenne des quartiers à l'issue de la rénovation urbaine : Accueil de nouvelles populations, mise en place de projets de gestion de proximité qui s'appuient sur les habitants : transport et mobilité, gestion des déchets,...

E) Programme de Réussite Educative

L'atelier est initié par RésO Villes, avec le soutien spécifique de la DRJS de Bretagne et du Secrétariat Général du Comité Interministériel à la Ville.

Il s'inscrit dans la continuité des ateliers menés en 2006 par RésO villes en Bretagne et Pays de la Loire.

Au regard de ces travaux et de la dynamique mise en place par la Direction Régionale de l'ACSE en Languedoc-Roussillon avec les coordinateurs PRE de cette région, RésO Villes a proposé de les associer à la démarche afin d'enrichir la recherche menée.

Cet atelier pose comme hypothèse que la mutualisation des compétences des professionnels mobilisée au bénéfice des parcours éducatifs individuels peut contribuer à améliorer les conditions en construisant une offre éducative adaptée.

Questionnement :

- Comment la mutualisation des compétences est-elle mise en oeuvre par le système des acteurs (comment ? sur quels contenus ? avec quels freins ? ...)
- Comment le système d'acteurs par la mutualisation des compétences et sa qualification, permet-il de développer une offre et des parcours éducatifs de qualité, et d'ajuster les réponses du droit commun aux besoins des enfants et de leurs familles ?
- Comment de ce fait, le PRE favorise-t-il l'émergence d'une offre nouvelle ?

Les contenus de l'atelier :

Les premiers enseignements du dispositif de réussite éducative mettent en lumière le lien entre la qualité des parcours éducatifs et la mobilisation et qualification collectives des équipes pluridisciplinaires.

L'approche éducative individualisée a besoin d'une mutualisation de qualité des compétences. Elle renvoie à l'unité de sens de projet, et d'action de l'équipe. En ce sens, le PRE interroge la capacité collective des organisations publiques à conjuguer leurs compétences au bénéfice d'un projet singulier et d'une approche globale de l'enfant dans son environnement familial et social, à chercher comment assurer un cadre protecteur aux jeunes afin qu'ils puissent avoir un rapport confiant au changement.

Les membres des équipes pluridisciplinaires ont des référentiels professionnels divers (protection de l'enfance, apprentissages scolaires, animation socioculturelle, santé publique,...) qui impactent les postures professionnelles (expertise technique, accompagnement de projet, ..) et sont amenés à élaborer des règles de relation prenant en compte la diversité des situations professionnelles.

La compétence professionnelle ne se réduit pas à une somme de savoirs, mais bien à l'intelligence de leur mobilisation quand ils s'avèrent nécessaires. Une action réalisée avec compétence, combine différentes ressources (des savoirs, des savoir-faire, des aptitudes, des expériences).

La professionnalisation suppose une relation de qualité envers le public et entre professionnels. L'action du professionnel se réfère à l'éthique, des valeurs et se définit par sa compétence et sa capacité de réalisation. En effet, « il n'y a de compétence qu'en acte » et le professionnalisme se déploie dans une pratique de travail.

Le professionnalisme se situe ainsi au carrefour :

- des connaissances acquises et des aptitudes à la socialisation du professionnel
- du contexte professionnel (institution, situations, statut)
- et du processus de formation

La qualification est évolutive et s'inscrit dans une construction sociale qui résulte de négociations. Dans le cas du PRE, il s'agira donc également de savoir mobiliser un réseau de compétences complémentaires et de faire appel à la ressource des partenaires, autrement dit de savoir combiner et transformer les pratiques.

L'élaboration de parcours éducatifs de qualité et promotionnels nécessite de mettre en mouvement et de combiner les ressources des équipes pluridisciplinaires. La compétence d'ensemblier du coordinateur PRE pour créer l'interpellation, la co-construction et activer la mobilisation des organisations publiques, constitue une ressource majeure pour l'implication des différents savoirs et cultures professionnelles.

Ainsi l'accompagnement éducatif construit dans les parcours, renvoie à la fois :

- au sens (démarche d'objectivation, éthique, approche globale, continuité, étayage, implication du jeune et de ses parents)
- au renouvellement des pratiques professionnelles (décloisonnement, complémentarité)
- à l'organisation de l'action (management et appropriation par les organisations publiques, travail en réseau).

L'accompagnement éducatif est un acte de connaissance et de reconnaissance des jeunes et de leurs parents et familles, dont l'objectif vise à l'accès à plus d'autonomie et à un mieux-être qui doit tout autant re-mobiliser les ressources de l'enfant que l'aider à créer les conditions d'acquisition de compétences. La plus-value se situe dans une approche globale qui implique de penser le parcours en termes de projet et de capacité à se projeter, plus qu'en termes de juxtaposition de prestations.

La mobilisation d'une offre nouvelle doit pouvoir répondre à la singularité des parcours mais aussi prendre en compte les communautés de problèmes que rencontrent les jeunes. L'offre émergente au regard des situations d'accompagnement, témoigne de l'évolution des fonctionnements et productions institutionnelles et associatives.

L'atelier a pour objectif de produire une réflexion et une analyse pour et par l'action, dans le cadre d'une démarche collective cognitive et opérationnelle, en reliant les questions de la

mutualisation des compétences professionnelles, de la mise en oeuvre des parcours, et de l'émergence d'une offre nouvelle appropriée participation le doit commun des diverses politiques publiques concernées (éducation, social, santé, culture, sports,...).

L'atelier fonctionne sous forme d'un atelier associant une vingtaine de professionnels coordonnateurs et référents PRE, des trois régions Bretagne, Pays de la Loire et Languedoc-Roussillon.

L'atelier se déroule à tour de rôle sur, Rennes, Nantes et Montpellier.

Le travail de l'atelier mobilise les savoirs issus des pratiques professionnelles des équipes pluridisciplinaires et des coordonnateurs. Il se déroule sur 6 séances, plus une séance de synthèse ayant pour objectif de finaliser une production écrite publiée par RésO villes.

Les contenus de l'atelier ont été élaborés et proposés lors d'une réunion de RésO villes avec les coordonnateurs PRE de Bretagne et Pays de la Loire, en novembre 2008. Ils font donc suite à une réflexion collective où ont été abordées les questions de l'évolution des pratiques dans le cadre du travail collectif des équipes, de l'émergence d'une offre nouvelle et de l'articulation au droit commun.

Les contenus abordés constituent une progressivité du questionnement :

- Les 2 premières séances ont porté sur la mutualisation des compétences professionnelles
- Les 3ème et 4ème séances, sur les parcours éducatifs
- Les 5ème et 6ème séances sur l'offre et l'articulation au droit commun.

Une dernière rencontre en janvier 2010 permettra la synthèse des travaux en vue de restituer les travaux de la recherche action à l'occasion de la Journée Nationale des acteurs de la Réussite Educative organisée par l'ANARE en février 2010.

L'atelier est accompagné par Bruno Carlon du cabinet CIVITO

CIVITO assure la rédaction du document pour la publication des travaux qui sera réalisée sous la responsabilité de RésO Villes.

La première séance de travail s'est déroulée à Montpellier en mars 2009

La deuxième séance a eu lieu à Rennes en juin 2009.

F) Recherche Action en Maine et Loire

Restitution de la recherche-action DDJS du Maine et Loire – RésO Villes auprès des élus du département

En 2008, une recherche-action a été commanditée par la DDJS du Maine et Loire dans le cadre de son programme « Ville, Vie, Vacances ».

Elle a démarré en décembre 2007.

Elle visait à s'interroger sur une offre d'animation de nature à mobiliser des jeunes jusque là ignorés des structures de loisirs éducatifs traditionnelles.

Des animateurs socioculturels issus de quatre centres sociaux issus de trois communes différentes du département s'étaient alors impliqués dans l'étude.

Il s'est agi de réaliser un travail un travail en trois temps :

- Une meilleure connaissance des jeunes des territoires des quatre centres sociaux
- Une analyse des besoins des jeunes
- Formuler des propositions pour pistes d'animation

La première phase des travaux a consisté à renforcer la connaissance sur ces publics jeunes. Pour ce faire, des grilles d'observation, un guide d'entretien et un questionnaire ont été élaborés par le groupe.

Le questionnaire a fait l'objet d'une diffusion en 200 exemplaires.

La seconde phase des travaux, a consisté à analyser les besoins repérés sur le territoire et réfléchir à la manière d'y apporter des réponses stratégiques et opérationnelles dans le cadre de projets d'animation.

Une première restitution de la recherche-action avait eu lieu le 28 novembre 2008 à Angers en présence des représentants des centres sociaux du département.

La seconde, a eu lieu le mardi 24 février à la mairie d'Angers en présence des élus municipaux et des élus des centres sociaux du département. Ce fut l'occasion, par ailleurs, de remettre à la soixantaine de participants la publication du rapport.

IV - Journées thématiques

La médiation sociale

A l'issue d'une rencontre dans le cadre d'un Cooper'villes, les Chefs de Service et Médiateurs Sociaux ont souhaité poursuivre les échanges sur leurs pratiques et réfléchir à la mise en place d'un cycle de formation répondant à leurs besoins.

RésO Villes, en partenariat avec la ville d'Angers, et le CNFPT Bretagne et Pays de Loire, ont proposé une journée thématique dont les objectifs ont été de créer une dynamique d'échanges autour des métiers et des missions du médiateur : Capitaliser les pratiques pour développer les compétences, définir un programme d'action en réponse aux attentes des médiateurs et de leurs chefs de service.

Madame Guillaume Hofnung, présidente de l'institut Hofnung de médiation sociale et juriste de formation a présenté les bases terminologiques et déontologiques de la médiation.

Laurent Giroud coordinateur à France Médiation a fait part du travail autour du guide méthodologique de la médiation sociale édité par le Secrétariat Général Interministériel à la Ville. Ce guide méthodologique traite de l'évaluation du travail social et de son utilité avec la création d'un référentiel selon 5 registres (tranquillité publique, innovation/apprentissage, reconnaissance, impact économique et cohésion sociale)

Le débat s'est poursuivi en tentant de répondre aux questions suivantes : Quelles activités et quels objectifs pour la médiation et les médiateurs ?

L'après midi s'est déroulé en deux ateliers l'un pour les médiateurs l'autre pour leur chefs de service.

Les médiateurs ont présenté leurs champs et leurs typologies d'intervention, la place du projet dans leur mission, leur statut et l'aspect formation.

Les chefs de service ont quant à eux abordés les questions liées au recrutement, à la formation et à l'accompagnement des équipes.

Au terme de cette rencontre, un comité technique s'est mis en place. Il a permis entre autre la mise en place d'un programme de formation sur 2010 où, au-delà de l'initiation à la médiation souvent dispensée en interne, il s'agira d'un accompagnement pratique, d'une définition des méthodes et de la création d'un réseau.

V - Interventions à la demande

Ecole Supérieure des Métiers du Social

RésO Villes a été sollicité par l'école supérieure des métiers du social afin d'intervenir auprès des première et troisième années d'assistante sociale. La première intervention fin 2008 avait consisté à développer l'historique de la politique de la ville, de son évolution à nos jours. En avril 2009, les stagiaires ont exposé leur compréhension de la politique de la ville. La notification attribuée a permis la validation d'un module de leur diplôme.

Jury VAE

La chargée de mission formée puis agréée jury auprès de la Direction Départementale du Travail et l'Emploi et de la Formation Professionnelle a été sollicitée afin d'être jury pour 6 candidats lors de sessions de validation de compétences professionnelles pour l'obtention du titre professionnel Technicien Médiation Services et Agent de Médiation Information et Services.

AFEV

RésO Villes intervient régulièrement dans le cadre de la formation des étudiants volontaires pour développer leur connaissance de la politique de la ville et les aider à identifier les acteurs intervenant sur les quartiers dans lesquels ils sont amenés à intervenir.

VI – Accompagnements personnalisés

Angers Loire Métropole

Angers Loire Métropole a sollicité RésO Villes pour participer au comité technique chargé de mettre en place le cahier des charges de l'évaluation du CUCS, et les modalités de sélection du bureau d'étude à retenir.

Centre social de Bois du Château à Lorient

Le centre social a sollicité RésO Villes pour présenter le déroulement du Programme de Réussite Educative dans d'autres villes et les aider à situer leur rôle dans l'organisation du PRE de Lorient.

Nantes Habitat

Nantes Habitat a sollicité RésO Villes pour présenter le centre de ressources et les actions développées, aux responsables d'antennes locales.

Il s'agit pour RésO Villes et les bailleurs sociaux, de renforcer les collaborations, d'identifier leurs attentes et de répondre aux besoins exprimés en terme d'accompagnement, de temps d'échange voire de proposer des temps de qualification tel que l'atelier Projet de Rénovation Urbaine en Pays de la Loire.

Un parrain, un emploi

Accompagnement et suivi d'un jeune professionnel pendant 6 mois dans le cadre de sa recherche d'emploi dans les métiers de développement local.

- aide à la conception d'un CV et d'une lettre de motivation en adéquation avec le champ recherché.
- Mise en relation avec les acteurs de territoires prioritaires
- Préparation aux entretiens d'embauche

Cet accompagnement a abouti l'embauche du jeune au sein de la Ville de Nantes.

Ville de Nantes

La ville de Nantes, le CCAS, le Conseil général ont sollicité Résovilles afin de les aider à organiser un séminaire en 2010 sur un territoire non prioritaire mais identifié comme étant une poche de précarité prégnante.

Ce séminaire a pour objectif la dynamisation d'un réseau d'acteurs sur la thématique de l'isolement social. Cette synergie doit permettre l'élaboration d'un plan d'actions visant la cohésion sociale.

Résovilles accompagne le comité technique afin de permettre la formulation des enjeux de cette rencontre. Le centre de ressources aura à charge la recherche d'intervenants et d'expériences significatives sur cette thématique voire l'animation de la rencontre.

L'équipe de RésO Villes

Brigitte MALTET, Directrice (jusqu' en octobre 2009)

Muriel NOIROT-BELLOT, Chargée de mission

Chafik HBILA, Chargé de mission, doctorant en sociologie

Soazig BARRE, Responsable des ressources documentaires et des outils de communication

Christelle Montero, Assistante de Direction